



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO Senegal

APPROCHE INTEGRÉE DE FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS, D'ALIMENTATION SCOLAIRE ET DE NUTRITION AU SÉNÉGAL

Mai 2019

ODD:



Pays:

Sénégal

Code du projet:

TCP/SEN/3602

Contribution de la FAO:

454 000 USD

Période de mise en œuvre:

29 juin 2016 – 30 novembre 2018

Contacts:

Bureau de liaison de la FAO au Sénégal
FAO-SN@fao.org

Partenaires

Ministère de l'éducation nationale (MEN), Direction des cantines scolaires, Délégation générale à la protection et à la solidarité nationale.

Bénéficiaires

24 écoles primaires dans les zones ciblées (2 500 élèves), les comités de gestion des cantines scolaires, 1 800 membres de ménages vulnérables.

Contribution au Cadre de programmation par pays

Domaine prioritaire 3: Construction de la résilience à travers le renforcement du système de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. Effet 6: L'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables est atténuée.



DESCRIPTION DU PROJET

Malgré les efforts consentis, la pauvreté reste répandue en milieu rural au Sénégal et conduit dans certaines zones à des situations d'insécurité alimentaire et nutritionnelle inquiétantes. Cette situation a un impact négatif sur les résultats scolaires des enfants. Pour atténuer ces effets, le Gouvernement a mis en place un programme de cantines scolaires dans plusieurs établissements scolaires du pays. Néanmoins, le taux de couverture des cantines scolaires reste relativement faible (un peu plus de la moitié). Ces cantines sont essentiellement approvisionnées avec des denrées importées et les repas sont souvent peu diversifiés avec une faible prise en compte de la nutrition.

Le projet, qui venait en appui à la politique nationale de cantines scolaires et au programme national de bourses de sécurité familiale, avait pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des élèves bénéficiaires de cantines scolaires et de renforcer la résilience des ménages vulnérables à travers des filets sociaux productifs.

IMPACT

Les activités mises en œuvre ont contribué pour bonne part à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aussi bien des ménages vulnérables que des élèves des écoles élémentaires ciblées. Le projet a permis l'approvisionnement des cantines scolaires en denrées alimentaires produites localement dans 24 écoles, fournissant ainsi des repas sains et nutritifs à plus de 2 500 élèves.

Le projet a incité les communautés ciblées à trouver des mécanismes innovants pour la prise en charge de leurs cantines scolaires. L'intégration de la nutrition dans les Champs-écoles des producteurs (CEP) pour le renforcement des capacités des producteurs est une nouvelle approche qui a suscité beaucoup d'intérêt auprès des bénéficiaires. Une nouvelle technologie de jardins potagers, les *kitchen gardens*, a été introduite à Sédhiou auprès de ménages ciblés pour la diversification alimentaire. Les agents du Ministère de l'agriculture ont également été formés sur cette technologie originaire du Rwanda.

L'élaboration des menus scolaires régionaux à base d'aliments locaux constitue également une approche novatrice introduite par le projet pour une meilleure utilisation des produits locaux et la diversification de l'offre alimentaire au niveau des cantines scolaires. Le Ministère de l'éducation pourra s'inspirer de cette méthodologie pour développer des menus locaux dans les autres régions du pays.

Sur le plan du renforcement de la gouvernance de la sécurité alimentaire et la nutrition, le projet a permis de réunir autour d'une même problématique d'accès à la terre et de promotion de bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles les services déconcentrés des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage et de l'éducation ainsi que les autorités locales.

RÉALISATION DES RÉSULTATS

Le projet a été mis en œuvre dans les régions de Matam, de Louga, de Sédhiou et de Fatick (à la requête du Ministre de l'éducation nationale, une dizaine d'écoles de la région de Fatick ont participé au projet durant la deuxième année de mise en œuvre). Trois composantes ont été définies pour atteindre les résultats suivants: i) les capacités productrices des ménages les plus vulnérables sont renforcées à travers des filets sociaux productifs; et ii) les cantines scolaires sont approvisionnées par la production locale d'aliments à haute valeur nutritive et la qualité des repas scolaires est améliorée durablement; et les bonnes pratiques nutritionnelles, agricoles et environnementales sont promues.

Un modèle intégré aux initiatives gouvernementales de filets sociaux productifs, d'alimentation scolaire et de nutrition a été mis en place dans les communautés ciblées au profit des populations vulnérables. Le projet a permis de tester ce modèle et de démontrer sa pertinence. Les activités se sont déroulées de façon à créer une complémentarité entre les trois volets du projet.

Cent vingt ménages vulnérables bénéficiaires du Programme national des bourses de sécurité familiale (PNBSF) ont été identifiés. Les femmes issues de ces ménages ont été formées aux bonnes pratiques d'aviculture rurale et ont bénéficié d'une dotation en volailles et en matériel pour l'amélioration de leur poulailler.

Vingt-quatre écoles dans les quatre régions ciblées ont bénéficié d'appuis pour la production agricole dans les parcelles communautaires. Cet appui, couplé aux activités de sensibilisation et de renforcements de capacités, a permis de mobiliser les communautés autour de l'école et de redynamiser les cantines scolaires. La production agricole dans ces champs scolaires a varié d'une région à l'autre en fonction de la pluviométrie et couvrirait entre 30 et 60 pour cent des besoins en denrées de base des cantines.

Des actions de sensibilisation sur la nutrition ont été menées dans le cadre du projet. Elles ont ciblé aussi bien l'environnement scolaire que les communautés en général et ont porté sur l'éducation nutritionnelle aux élèves, l'éducation nutritionnelle aux producteurs à travers les CEP et la promotion de jardins scolaires dans les zones du projet.

L'absence d'enquête finale ne permet pas d'évaluer avec précision le degré d'atteinte des produits. Toutefois, les évaluations qualitatives dénotent une satisfaction des bénéficiaires, notamment en ce qui concerne l'accès aux facteurs de production (terre et intrants) et aux équipements par les comités de gestion des cantines scolaires, les bonnes pratiques diffusées et la mise en relation avec des services techniques déconcentrés pour renforcer les acquis.



MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

L'exécution du plan de travail a connu des retards, liés en premier chef à la lenteur de la nomination du coordinateur national. De plus, la dotation en intrants de volaille locale (poules et coqs) au profit des ménages vulnérables a souffert de la difficulté à identifier un fournisseur local agréé pouvant honorer le marché. Ce n'est qu'au dernier trimestre du projet qu'un fournisseur a pu être identifié. Les démarches faites auprès des groupes de producteurs appuyés par certains projets sont restées vaines.

Il faut également noter que les activités de renforcement des capacités de production agricole dépendent de la pluviométrie. Le retard au démarrage du projet a réduit le nombre de saisons des pluies de trois à deux. Ce facteur a plaidé pour une prolongation du projet jusqu'en novembre 2018.

Les activités ont été bien réalisées dans les limites du budget du projet.

La gestion des risques a été bien prise en compte dans la planification des activités. Pour atténuer les effets de la mauvaise pluviométrie, le projet a privilégié des semences hâtives et mieux adaptées à la sécheresse, ce qui a par exemple sauvé la campagne agricole dans la région de Louga qui a connu une longue pause pluviométrique et une pluviométrie déficitaire. La mise en place des CEP et les concertations locales tenues sous l'égide des autorités locales ont permis de mitiger le risque d'un manque de mobilisation communautaire.

MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT

Une enquête finale devra être menée afin de déterminer avec précision le degré d'atteinte des résultats attendus et l'impact du projet. Les services déconcentrés de l'État doivent continuer à encadrer les bénéficiaires, qu'il s'agisse des ménages vulnérables, des CEP ou des jardins scolaires.

DURABILITÉ

1. Développement des capacités

Les résultats du projet s'inscrivent dans la droite ligne de la politique nationale de cantines scolaires, de la politique nationale de développement de la nutrition et de la stratégie nationale de protection sociale. Le projet est bien intégré au sein de la Division des cantines scolaires (DCaS) qui en a assuré la coordination, mais aussi des Directions régionales du développement rural (DRDR) et des Services régionaux de l'élevage (SREL) dans les deux régions. Ces derniers se sont impliqués dans la mise en œuvre des activités et accompagneront les communautés au-delà de la clôture du projet.

L'un des succès du projet est d'avoir réussi à faire collaborer les services des Ministères de l'agriculture, de l'élevage et de l'éducation pour le fonctionnement des cantines scolaires. Ces derniers se sont d'ailleurs engagés à pérenniser les acquis du projet et à continuer d'accompagner les bénéficiaires du projet. Ce partenariat constitue une base pour le développement d'un programme national d'alimentation et de nutrition scolaire basé sur la production alimentaire locale, tel que prôné par le document de politique nationale d'alimentation scolaire.

Afin de préparer les communautés au retrait du projet, les capacités des acteurs ont été renforcées pour trouver des mécanismes autonomes afin de continuer l'exploitation des champs communautaires. De plus, un plaidoyer a été fait auprès des DRDR pour qu'elles accompagnent ces exploitations par un appui en intrants (semences et engrais) et un encadrement technique. Une visite d'échange dans des localités où des expériences similaires sont mises en œuvre sans aucun appui extérieur a également été organisée pour aider les bénéficiaires à s'en inspirer pour pérenniser les acquis du projet.

2. Égalité des sexes

Les activités ont bien répondu aux priorités des hommes et des femmes bénéficiaires du projet. Par exemple, pour répondre aux besoins d'autonomisation financière des femmes, le volet filets sociaux productifs a priorisé cette cible dans le choix des bénéficiaires. Les thématiques adaptées aux besoins spécifiques des femmes en rapport avec la nutrition ont été abordées dans les CEP mis en place. Les garçons et les filles ont également accès aux repas nutritifs servis dans les cantines scolaires. Les renforcements de capacités sur les bonnes pratiques agricoles et sur la nutrition ont ciblé aussi bien les hommes que des femmes.

3. Approche fondée sur les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation et à un travail décent

Le projet a bien pris en compte les principes des droits de l'homme. Il a été mis en œuvre en privilégiant la transparence et une approche participative de la communauté. Ainsi, les principaux bénéficiaires ont toujours été impliqués dans la définition des problèmes et l'identification des solutions à apporter. Dans un souci de redevabilité, plusieurs rencontres ont été organisées pour rendre compte aux acteurs impliqués sur les activités et les résultats obtenus.

4. Durabilité environnementale

La durabilité environnementale a bien été prise en compte. Des pratiques d'agriculture saine et durable ont été promues à travers les CEP. Les participants y ont été sensibilisés contre l'utilisation des herbicides chimiques. Les élèves ont bénéficié d'une éducation environnementale à travers les jardins scolaires aménagés. Les biopesticides ont été privilégiés pour le traitement des parcelles en cas d'attaque par les ravageurs.

5. Durabilité technologique

Le projet a fortement contribué au développement des capacités locales. En effet, sa mise en œuvre a permis d'aider les communautés ciblées à définir et à mettre en œuvre des stratégies endogènes de gestion et de pérennisation des cantines scolaires. La réalisation de la quasi-totalité des produits du projet a intégré des aspects de renforcement de capacités: i) renforcement des capacités sur la nutrition, les bonnes pratiques de préparation et de cuisson des aliments; ii) renforcement des capacités sur les bonnes pratiques agricoles; iii) développement de menus locaux régionaux; et iv) renforcement des capacités des ménages vulnérables sur l'aviculture traditionnelle améliorée.

Dans la plupart des communautés, les parties prenantes et les bénéficiaires sont en mesure de poursuivre les activités, même s'ils ont encore besoin d'un accompagnement technique des services de l'agriculture et de l'élevage, surtout pour l'exploitation des champs scolaires et le suivi des poulaillers traditionnels.

6. Durabilité économique

La DCaS prévoit de mobiliser des ressources supplémentaires pour consolider les résultats du projet et l'étendre à d'autres localités. Les produits développés par le projet sont très abordables pour les bénéficiaires dans la mesure où il s'agit de solutions endogènes et bâties sur des pratiques locales.



DOCUMENTS ET MATÉRIEL DE DIFFUSION PRODUITS AU COURS DU PROJET

- ❑ Évaluation de la situation de base de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables et des écoles bénéficiaires du TCP/SEN/3602 dans les départements de Matam, de Linguère et de Sédhiou, rapport d'enquête, Mbeugué Thiam, Consultante FAO Dakar, 2017, 100 pp.
- ❑ Étude des habitudes alimentaires locales, de la disponibilité alimentaire locale et de la production agricole dans les régions de Fatick, de Louga et de Sédhiou, rapport d'enquête, Mariama Sarr, Consultante FAO, Dakar, 2018, 40 pp.
- ❑ Menu pour les cantines scolaires de la région de Fatick (livret), Mariama Sarr et Komlan Kwadjode, consultants FAO, Dakar, 2018, 28 pp.
- ❑ Menu pour les cantines scolaires de la région de Sédhiou (livret), Mariama Sarr et Komlan Kwadjode, consultants FAO, Dakar, 2018, 32 pp.
- ❑ Menu pour les cantines scolaires de la région de Louga (livret), Mariama Sarr et Komlan Kwadjode, consultants FAO, Dakar, 2018, 40 pp.



RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

Impact attendu	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérables est renforcée et les performances du système éducatif sont améliorées	
Résultat	Un modèle intégré de filets sociaux productifs, de cantines scolaires et de nutrition est mis en place au profit des populations vulnérables	
	Indicateur (s)	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des ménages vulnérables qui ont amélioré leurs revenus et leur capital productif de manière durable. • Pourcentage d'écoles disposant de cantines scolaires fonctionnelles approvisionnées à partir de la production agricole locale dans les champs scolaires. • Pourcentage de ménages vulnérables qui connaissent les actions essentielles en nutrition et qui les adoptent. • Taux d'abandon scolaire.
	Situation de référence	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages ciblés ont les plus faibles revenus et actifs productifs. Revenu moyen des ménages vulnérables à Sédhiou: 450 000 FCFA (777 USD)/an. • Dans les écoles ciblées, il n'existe pas de système de cantine scolaire approvisionnée par la production locale d'aliments à haute valeur nutritive. • Dans les régions ciblées, les populations ont des pratiques qui ne favorisent pas une bonne nutrition parce qu'elles ne connaissent pas les actions essentielles en nutrition. • Le taux d'abandon scolaire au primaire dans les écoles ciblées varie entre 10,58 % (Matam) et 15,2 % (Diourbel).
	Objectif final	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 80 % des ménages bénéficiaires ont amélioré de 30 % leurs revenus et leur capital productif de manière durable. • Au moins 90 % des écoles ciblées disposent de cantines scolaires fonctionnelles approvisionnées à 75 % par la production agricole locale dans les champs scolaires. • 75 % des ménages bénéficiaires ont amélioré leurs pratiques nutritionnelles grâce à l'adoption des actions essentielles en nutrition. • Réduction de moitié du taux d'abandon scolaire dans les écoles ciblées.
	Commentaires et mesures de suivi à adopter	<p>Globalement, les activités prévues dans le cadre du projet ont été bien exécutées. Les ménages vulnérables ciblés ont bénéficié d'appui pour améliorer leur capital productif, les cantines scolaires ont été redynamisées dans les écoles ciblées, où des champs sont mis en place pour les approvisionner en produits locaux. De plus, tous les bénéficiaires ont bénéficié d'activités de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle.</p> <p>Toutefois, l'absence d'enquête finale ne permet pas de dire exactement dans quelle mesure les produits attendus ont été atteints. Un suivi devra être assuré auprès des bénéficiaires pour évaluer l'atteinte des résultats prévus.</p>
Produit 1	Les capacités productrices des ménages les plus vulnérables sont renforcées à travers des filets sociaux productifs	
	Réalisé	En partie
Commentaires	<p>120 ménages vulnérables bénéficiaires du PNBSF ont été identifiés. Les femmes issues de ces ménages ont été formées sur les bonnes pratiques d'aviculture rurale et ont bénéficié d'une dotation en volailles et en matériel pour l'amélioration du poulailler. Toutefois, le projet n'a pas pu évaluer les effets de cet appui sur leurs capacités productives.</p> <p>Faire le suivi auprès de ces bénéficiaires pour évaluer l'effet de l'intervention sur l'économie et la nutrition de ces ménages.</p>	
Activité 1.1	Identification des ménages les plus vulnérables sur la base des données du Registre national unifié des ménages vulnérables	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	120 ménages bénéficiaires du PNBSF dans les départements de Linguère et de Sédhiou ont été identifiés avec l'appui des agents régionaux de la Délégation nationale à la protection sociale et à la solidarité nationale.

Activité 1.2	Initiation de production avicole au profit des femmes issues des ménages vulnérables	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	110 femmes et 10 hommes issus de ménages vulnérables bénéficiaires du PNBSF ont été formés sur les pratiques de l'aviculture traditionnelle améliorée. Ils ont bénéficié d'un appui en grillages et en poteaux métalliques pour l'amélioration de leur poulailler (aménagement d'un parc à volailles) et d'une dotation de huit poules et deux coqs. L'activité est réalisée sous la supervision technique des services déconcentrés de l'État en charge de l'élevage. Continuer à encadrer les bénéficiaires, faire le suivi sanitaire des différents poulaillers grâce à l'appui des services déconcentrés de l'État.
Activité 1.3	Activités de cash transfert «conditionnées» au profit des ménages vulnérables	
	Réalisé	Non
	Commentaires	Activité annulée, car les fonds TCP ne peuvent pas être utilisés pour ce genre d'activités.
Activité 1.4	Formation des bénéficiaires sur les dynamiques organisationnelles et sur la gestion des crédits et épargnes communautaires	
	Réalisé	Non
	Commentaires	Activité annulée, car conditionnée à la réalisation du cash transfert (activité 1.3).
Produit 2	Les cantines scolaires sont approvisionnées par la production locale d'aliments à haute valeur nutritive et la qualité des repas scolaires est améliorée durablement.	
	Réalisé	Oui
Commentaires	<p>24 écoles dans les 3 régions ciblées ont bénéficié d'appuis pour la production agricole dans les parcelles communautaires (dépassant ainsi la cible qui était de 21 écoles). Cet appui couplé aux activités de sensibilisation et de renforcements de capacités a permis de mobiliser les communautés autour de l'école et de redynamiser les cantines scolaires. La production agricole dans ces champs scolaires varie d'une région à l'autre en fonction de la pluviométrie et couvrirait entre 30 et 60 % des besoins en denrées de base des cantines:</p> <ul style="list-style-type: none"> • À Sédhiou, même si la plupart des écoles (quatre sur six) bénéficiaient de l'appui du Programme alimentaire mondial, les champs scolaires ont permis de diversifier l'offre alimentaire et de combler le déficit en vivre au niveau des cantines scolaires. Ainsi les élèves ont pu bénéficier de repas nutritifs durant toute l'année scolaire. • À Linguère, du fait de la faiblesse de la production liée au retard pluviométrique, la production agricole était faible, voire nulle dans certains champs scolaires. Toutefois grâce à un appui en denrées achetées localement au profit des sept écoles ciblées, les cantines scolaires ont pu redémarrer. • À Foundiougne (Fatick), les communautés s'étaient déjà organisées pour faire fonctionner leurs cantines scolaires grâce aux champs scolaires. Le projet a renforcé ces initiatives par un appui en matériel agricole à 12 écoles et des renforcements de capacités pour l'amélioration et la diversification de l'offre alimentaire au niveau des cantines de 26 écoles élémentaires. Continuer à accompagner les champs scolaires (appui-conseil-encadrement). 	
Activité 2.1	Plaidoyer pour l'octroi de terres pour les champs scolaires	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Des actions de plaidoyer et de sensibilisation ont été menées auprès des élus locaux et des communautés dans sept communes pour l'octroi de parcelles agricoles aux écoles. Tous les villages ciblés (14 villages) à Linguère et à Sédhiou ont octroyé des terres à leurs écoles. Dans cinq villages, les écoles ont déjà leur arrêté portant sur l'affectation définitive des parcelles, signé par l'autorité administrative compétente. Cinq autres écoles sont en attente de la signature de leur arrêté d'affectation définitive de terre agricole. Cette activité a été réalisée sous la supervision des services déconcentrés du Ministère en charge de l'éducation. Faire le suivi pour les délibérations définitives de parcelles agricoles aux écoles restantes grâce à l'appui des services déconcentrés.

Activité 2.2	Appui à la production d'aliments à haute valeur nutritive dans les champs scolaires	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Le projet a appuyé l'exploitation de champs scolaires de mil, de maïs biofortifié (obatampa), de niébé, de riz et de pastèques dans 14 écoles élémentaires à Linguère et à Sédhiou, pour une superficie totale de 40 ha.</p> <p>Des intrants et du matériel agricole ont été fournis en 2017 et 2018: 15 tonnes d'engrais, 1,8 tonne de semences, des semoirs, des houes occidentales, des pulvérisateurs et de biopesticides.</p> <p>Les 12 champs scolaires dans le département de Foundiougne ont également reçu du matériel agricole.</p> <p>Un suivi et un appui technique doivent être assurés auprès des producteurs par les techniciens agricoles du Ministère de l'agriculture. Il convient d'encourager l'installation de parcelles de production horticole avec appoint d'eau dans les zones à faible pluviométrie (cas de Linguère).</p>
Activité 2.3	Renforcement des capacités de gestion des comités de gestion des cantines, et d'autofinancement des cantines scolaires par l'association des parents d'élèves	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Deux ateliers locaux ont été organisés à Linguère et à Sédhiou pour renforcer les capacités de 60 membres de Comités de gestion de l'école (CGE), des Associations des parents d'écoles (APE), de Directeurs d'écoles, autorités locales et administratives, etc. dans les 14 villages ciblés sur les mécanismes endogènes de prise en charge et de gestion des cantines scolaires.</p> <p>Une visite d'échange a été organisée avec 45 acteurs locaux (maires, Inspecteurs de l'éducation et de la formation, chargés de cantines, Directeurs d'écoles, APE, CGE, etc.) sur les initiatives réussies de dynamique communautaire dans le département de Foundiougne.</p> <p>Des réunions villageoises (50 réunions au total) tenues dans les sites du projet pour sensibiliser les communautés et les aider à mettre en œuvre des initiatives endogènes en appui au fonctionnement des cantines scolaires.</p>
Activité 2.4	Renforcement des capacités des cuisinières, des comités de gestion des cantines et des chargés de cantine sur les normes d'hygiène et sur la nutrition	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>92 cuisinières, 14 membres de CGE et d'APE et trois chargés de cantine ont été formés sur les bonnes pratiques sur la nutrition, les bonnes pratiques de préparation et de cuisson des aliments et sur l'hygiène à Linguère, à Sédhiou et à Foundiougne.</p>
Activité 2.5	Élaboration d'un menu diversifié et à base d'aliments locaux pour les cantines scolaires	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Des menus scolaires diversifiés à base d'aliments locaux et tenant compte des habitudes alimentaires locales ont été élaborés dans trois régions (Sédhiou, Louga et Fatick).</p> <p>Les capacités de 106 cuisinières, membres de CGE et chargés de cantines dans les zones du projet ont été renforcées en matière de planification des repas dans les cantines scolaires à l'aide de ces menus scolaires régionaux.</p> <p>Des démonstrations culinaires ont été organisées avec 96 cuisinières de cantines scolaires sur les recettes des plats traditionnels proposés dans les menus scolaires régionaux.</p> <p>Six cents livrets de menus scolaires avec description des recettes ont été imprimés et distribués dans les trois régions.</p> <p>Mettre à disposition des Inspections de l'éducation et de la formation les menus pour leur utilisation dans les écoles. Étendre la formation sur les menus scolaires à d'autres écoles.</p>

Produit 3	Les bonnes pratiques nutritionnelles, agricoles et environnementales sont promues	
	Réalisé	Oui
Commentaires	Des actions de sensibilisation sur la nutrition ont été menées dans le cadre du projet. Ces actions ont ciblé aussi bien l'environnement scolaire que les communautés en général. Elles ont porté sur le renforcement des capacités des enseignants pour faire de l'éducation nutritionnelle aux élèves, l'éducation nutritionnelle aux producteurs à travers les CEP et la promotion de jardins de cuisines dans les zones du projet. Toutefois en l'absence d'enquête d'évaluation finale il est difficile de savoir si les élèves et les ménages bénéficiaires ont réellement amélioré leurs pratiques en matière de nutrition.	
Activité 3.1	Sensibilisation des élèves sur l'environnement, la production et la consommation des fruits et légumes à travers l'aménagement de jardins scolaires multi étagés	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<ul style="list-style-type: none"> 66 enseignants de l'élémentaire et cinq inspecteurs de l'éducation ont été formés sur l'éducation nutritionnelle aux élèves à l'aide du guide Santé-Nutrition-Environnement (SNE) du Ministère de l'éducation nationale. Reprographie et mise à disposition du Ministère de l'éducation nationale de 150 exemplaires du guide SNE. Aménagement de jardins scolaires dans 14 écoles à Sédhiou et à Linguère et 26 écoles dans le département de Foundiougne (dotation en semences horticoles, en matériel de jardinage, encadrement technique). Renforcement des capacités de 33 enseignants et deux inspecteurs à Linguère sur la supplémentation en fer des enfants d'âge scolaire. Reboisement de plus de 150 pieds de plants fruitiers dans les écoles élémentaires ciblées à Linguère et à Sédhiou.
Activité 3.2	Formation des producteurs dans les champs scolaires sur les innovations techniques, les bonnes pratiques agricoles et sur la nutrition à travers l'approche CEP	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<ul style="list-style-type: none"> 11 facilitateurs de CEP, tous techniciens agricoles du Ministère de l'agriculture formés sur l'intégration de la nutrition dans les CEP. 14 CEP mis en place au niveau des champs scolaires à Linguère et à Sédhiou pour le renforcement des capacités de 194 producteurs, dont 128 femmes, sur les bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles.
Activité 3.3	Appui à l'aménagement de « <i>kitchen gardens</i> » dans les ménages vulnérables pour la production domestique et la consommation de légumes	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<ul style="list-style-type: none"> Un voyage d'études organisé au Rwanda sur les «<i>kitchen gardens</i>» avec la participation d'un agent du Ministère chargé de l'agriculture. Quatre agents du Ministère de l'agriculture formés sur la technologie des «<i>kitchen gardens</i>». 50 ménages vulnérables ont reçu un appui pour l'aménagement de «<i>kitchen gardens</i>» à Sédhiou (formation et appui en semences et en petit matériel). <p>Faire le suivi des «<i>kitchen gardens</i>» dans les ménages ciblés et viser leur démultiplication grâce à l'appui des services déconcentrés du Ministère de l'agriculture.</p>
Activité 3.4	Appui à l'élaboration des Recommandations alimentaires nationales (RAN)	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un atelier national de partage et de réflexion sur l'élaboration des RAN. Suite à cet atelier, un comité de pilotage multisectoriel a été mis en place par le Ministère de la santé pour l'élaboration des RAN. Appui à l'élaboration d'une requête par le Gouvernement pour un appui de la FAO à l'élaboration des RAN. <p>Appuyer l'élaboration des RAN.</p>
Activité 3.5	L'impact du projet sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires est suivi et évalué	
	Réalisé	En partie
	Commentaires	<p>Une enquête de base sur les indicateurs socio-économiques, les pratiques et connaissances des bénéficiaires des PNBSF en matière de nutrition a été réalisée dans les zones du projet.</p> <p>Faire le suivi d'impact par la FAO en partenariat avec les services techniques du Gouvernement.</p>

Unité de la diffusion, de la promotion et des rapports (PSRR)
Division relations et mobilisation des ressources (PSR)

Pour plus d'information veuillez contacter: Reporting@fao.org